

## Edito Vision du chef de l'Etat !

Au cours de l'émission " Le Débat " du vendredi 10 juin sur Top Congo FM, un auditeur avait posé la question de savoir : pourquoi nos ministres réduisent ou justifient toutes leurs actions à la " Vision " du chef de l'Etat. Le mot vision du chef de l'Etat est devenu un terme générique. Et de conclure : " le président de la République est-il un prophète ? ".

C'est avec raison ce questionnement de ce compatriote. En effet, après l'investiture de l'actuel gouvernement, son porte-parole et ministre de la Communication et médias avait clairement soutenu, la main sur le cœur, que l'heure de changer le narratif a sonné. De bonne foi, le Congolais lambda l'avait cru. Car, c'est un gouvernement qui s'était autoproclamé des Warriors. Avant même qu'on ne voit ses membres à l'œuvre. Malheureusement, les politiciens congolais ne sont pas encore prêts à sortir des sentiers battus. Surtout dans leur langage. Seul le chef de l'Etat est visionnaire, mieux il est le Guide clairvoyant et éclairé. Ce constat est d'autant plus vrai que chaque fois qu'un ministre prononce un discours ou la parole lui est accordée, sur 15 minutes, 300 tonnes secondes sont consacrées à rappeler " la vision du chef de l'Etat ". Est-ce une façon pour eux de prévenir que si les choses ne marchent pas, c'est la faute au visionnaire ? C'est parce que l'orientation du président de la République n'a pas été bonne ? NON. Il est connu que le gouvernement est investi sur base d'un programme gouvernemental bien ficelé par chaque ministère sectoriel après avoir reçu les orientations du chef de l'Etat. Coordonné bien entendu par le Premier ministre qui supervise sa rédaction, mais chaque ministre a sa partition à jouer dans ce programme. Evoquer à chaque occasion la vision du président de la République est, ni plus ni moins, une manière de cacher son insuffisance à appliquer l'action gouvernementale qui relève de son secteur.

Avec l'avènement de Félix Tshisekedi au pouvoir et surtout après le divorce entre lui (CACH) et le FCC, le Congolais croyait que le narratif changerait. Et bien, force est de constater que nos politiciens ne sont pas prêts à se séparer des oripeaux mobutistes.

Si Mobutu était devenu un potentat, c'est en partie à cause de le faire passer pour le seul et l'unique visionnaire.

Alors, peut-on dire que si certains hauts magistrats aujourd'hui s'enfoncent dans la dérive, c'est aussi à cause de la vision du chef de l'Etat ?

Il est plus que temps que nos ministres et autres hauts fonctionnaires s'emploient à construire un Etat (Etat congolais) tel que voulu par Montesquieu et non à " caresser dans le sens du poil " le président de la République au point de le faire passer pour le centre de la terre.

En son temps, constatant ce " djaleloïsme " à outrance, Mobutu n'avait-il déclaré tout haut, malheureusement sans être écouté ni compris par les thuriféraires : " Le président-fondateur n'est pas un magicien. Seul, il ne peut rien, mais avec la complicité de son peuple (des ministres y compris), il peut tout "

LRP

## Des révélations dans les coulisses de la tripartite de Luanda sur la main qui arme le M23

# James Kabarebe confirme l'implication ougandaise

(Lire en page 16)

\* En réunion ministérielle, le général rwandais James Kabarebe a révélé que le général Makenga, qui est à la tête du M23 qui attaque la RDC, réside en Ouganda ; ceux qui nous attaquent ne sont pas les M23 du Rwanda qui ont été désarmé, mais plutôt ceux de l'Ouganda qui leur donnent la logistique et les matériels

\* Cette révélation confirme l'implication de Kampala; il y a lieu de dire que Kigali ne peut pas se dédouaner car, des éléments de la RDF combattent aux côtés du M23 comme l'attestent des effets et insignes militaires retrouvés sur les fronts des combats

## Dans les coulisses de la tripartite de Luanda : Tout ce qu'on ne vous dit pas sur cette rencontre dite de "vérité"

(Page 2)

## La Céli lance l'opération des inventaires du matériel électoral et de leur fonctionnalité à l'entrepôt central

(Page 10)

## Burkina Faso: l'ancien président Blaise Compaoré est de retour à Ouagadougou

(Page 12)

## Sud-Kivu : Le Gouverneur Théo Ngwabidje inspecte les travaux de réhabilitation routière sur l'axe Kazingo--Amsar

(Lire en page 4 )

## Le ministre de l'EPST remet 500 bancs aux écoles de la Tshopo

(Page 11)

### Annnonce

\* BCECO: AVIS A MANIFESTATION D'INTERET .....P.7

### English Issue

The active and effective diplomacy of President Félix Tshisekedi produces satisfactory results in Luanda

(P.15)

## Dans les coulisses de la tripartite de Luanda : Tout ce qu'on ne vous dit pas sur cette rencontre dite de "vérité"

Les deux chefs d'État (Félix Tshisekedi et Paul Kagame), ont changé d'attitude depuis une certaine période. C'est en effet tout le contraire qu'ils nous ont présenté ces derniers mois, lors de leurs apparitions publiques alors qu'ils étaient habitués à des poignées de main chaleureuses associées à un sourire, qui ne s'éteint toujours pas.

Les gestes et les apparences en diplomatie sont symboliques et ne sont jamais anodins ni un fait de hasard. A Luanda, l'on a pu ouvertement remarquer que Félix Tshisekedi et Paul Kagame ont envoyé un signal à travers leur attitude.

Sur l'une des rares photos après avoir pimenté tant de recherches, Paul Kagame serre la main de son homologue angolais en le regardant droit dans les yeux avec délectation, on dirait, d'une mission accomplie. Pendant ce temps, le président congolais reste planté comme un arbre regardant le climat d'ambiance et de convivialité entre Kagame et João Lourenço. Au-delà des gestes, les poignées de main sont un exercice diplomatique lourd de

la bonne image de l'institution président de la République. Et Félix Tshisekedi n'a eu qu'à serrer la main du président angolais, chez qui s'est tenue la rencontre tripartite de Luanda. Selon nos sources entrecoupées, Kagame et Tshisekedi ne se sont pas serrés la main à Luanda. Au contraire, ils ont continué à se regarder de manière moins

la bonne image de l'institution président de la République.

### Qui a été dupé, qui a été roulé ?

L'un des points qui cloche est la feuille de route de la rencontre tripartite de Luanda qui est tout sauf à l'avantage de la RDC. Kagame exige que

Tout compte fait, nous sommes en droit de dire que ce tête-à-tête, qui n'en est pas le premier de ce genre, serait loin de répondre à la problématique de la résolution pacifique et durable de la paix dans la partie orientale. Ce, en attendant le déploiement risqué, et dont les conséquences peuvent être incal-



amicale et fraternelle. Et s'il y en a eu, on reproche vivement le service de la communication du président congolais qui ne cesse de faillir quotidiennement à sa mission de faire preuve d'une bonne communication en ce temps de crise et de vendre

l'on tue pour Kigali tous les supposés FDLR réfugiés en RDC et que Kinshasa accepte d'amnistier et d'intégrer les ex-rebelles M23 basés au Rwanda. Kinshasa a été moins forte et a fléchi devant Kigali. Honte au pays de Lumumba!

culables, de la force régionale en RDC.

Au sein du parti présidentiel, le scepticisme même est grand. " Septique quant à la sincérité de Paul Kagame qui ne tient jamais parole. Il avait signé les accords à Arusha pour une transition pacifique au Rwanda, mais il ne s'était pas empêché de bombardier l'avion d'Habyarimana provoquant ainsi le génocide qu'il vend au mieux aujourd'hui", a déclaré le député provincial et cadre de l'UDPS, Peter Kazadi, qui, il y a quelques jours, appelait le chef de l'État à faire la guerre au Rwanda.

La crainte est quasiment partagée par toute la classe politique. Proche du pouvoir, l'initiateur de la proposition de loi sur la congolité et candidat à la présidentielle de 2018, doute aussi de la sincérité du Rwanda voisin qui tire profits de l'instabilité de la RDC.

" Je m'associe au président Macky Sall pour saluer les résultats du dialogue entre les présidents Félix Tshisekedi et Paul Kagame, mais attends le retrait immédiat et complet du M23 pour juger de la sincérité du Rwanda. Trop de morts causés par des visées hégémoniques injustifiées ", a fait remarquer Noël Tshiani.

objectif-infos / LRP

## Guerre dans l'Est : " Je ferai tout ce qui est à mon pouvoir pour faire sortir mes compatriotes de cet enfer qui dure déjà depuis une vingtaine d'années " (Tshisekedi)

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi a, en marge du mini-sommet de Luanda, en Angola, le mercredi 06 juillet

l'Angola, le chef de l'État a fustigé le comportement dont ont fait montre les rebelles du M23 qui ont décidé de reprendre les hostilités pendant que

M23, un groupe armé qui est déjà en discussion avec nous à Nairobi mais dont le comportement a été totalement inexplicable. Car, je ne peux pas comprendre que les gens qui ont une revendication et dont l'interlocuteur est à disposition pour écouter leurs revendications, puissent à nouveau reprendre les armes comme pour exercer une sorte de chantage ou de pression ", a dit le président Félix Tshisekedi.

Après ce dialogue avec le président du Rwanda Paul Kagame sous la médiation de Joao Lourenço, Félix Tshisekedi a dit attendre que ce processus apporte le cessez-le-feu et le retrait immédiat du M23 du territoire congolais. À noter qu'une feuille de route a été adoptée à l'issue de ce mini-sommet pour un processus de désescalade entre Kinshasa et Kigali.

MCP/LRP



2022, réitéré son engagement de tout mettre en œuvre pour en finir avec l'insécurité qui gangrène la partie Est de la RDC.

Lors de sa prise de parole pendant la conférence de presse co-animée avec les présidents du Rwanda et de

leur représentant était en discussion à Nairobi, au Kenya.

" Je ferai tout ce qui est à mon pouvoir pour faire sortir mes compatriotes de cet enfer qui dure déjà depuis une vingtaine d'années. Lequel enfer a été encore aggravé par cette situation regrettable du

## La Référence

Quotidien d'Informations Générales  
Adresse : Croisement des  
Avenues 24 Novembre - Ngele / C  
Lingwala (en face de l'Académie  
des Beaux Arts)  
Phone : 0999923379

E-mail: reference\_20ans@yahoo.  
B.P. : 12520 Kinshasa I  
Autorisation de publication  
N°041/SGC/063/92  
\*\*\*\*\*

### Éditeur-Directeur Général

André Ipakala Abeiye M.  
0999923379

### Directeur de la Publication

Félix Kabwizi Baluku  
0999913816

### Directeur de la Rédaction

Théo Kimpanga N'Key I.  
0999949445

### Assistante de l'EDG

Eveline Badika  
0814234602

### Rédacteurs en Chef

Franck Mona K.(Politique)  
0999911984

### N. Rachidi (Provinces)

### Secrétaires de Rédaction

Déo Mulima (0998405728)  
Martinez Ngyaluka  
(0998893030)

Dominique Kadimamuya  
(0991564565)

### Chefs de Rubriques

José Wakadila (Société)  
0998129128

### Rédaction Générale

José Wakadila,  
Bibiche Mungungu,  
Anastasié Mukawa  
(0990012819, 0825329453)

Génie Mulobo (0999954394)

Julie Ngalula T.

Grace Ngyke

Mireille Mpemba

Makinzolela Menayeto

### English Issue

John Nkwady Kankolong

### Représentations provinciales

- **Bandundu** : Mayele

- **Kasai - Oriental** :

- **Maniema** : Patrick Kamombu

- **Nord-Kivu** : Sumaili Pene

Djadi

- **Province Orientale** :

Gilbert Risasi

- **Sud - Kivu** :

Asani Abdalah

### Etranger

- Congo Brazza: Itcha Djata

### Service Technique

Anastasié Mukawa Kimina

Génie Mulobo Mwadi

West (0810774823)

Patrick Mbuyi (WM) 08151

44914 - 089 5098679

### Administration

Janvier Band'Aka-Suro

Mireille Thansya

(0998540079; 0896154045)

Tina Ngindu

### Finances & Vente

Jean-Pierre Mobiko

(+243815093722)

Pascaline Boyingandi

Gaby Lego

Fiston (0840513276)

Aimée Bwanga

Esther Seluwa

### Imprimerie

ILAREF

## Tshisekedi et Kagame s'accordent sur un cessez-le-feu, selon le président angolais

Les présidents rwandais Paul Kagame (à gauche), angolais João Lourenço (au centre) et congolais Félix Tshisekedi lors de leur sommet tripartite à Luanda, le 6 juillet 2022, autour des tensions à l'est de la RDC. AFP - JORGE NSIMBA

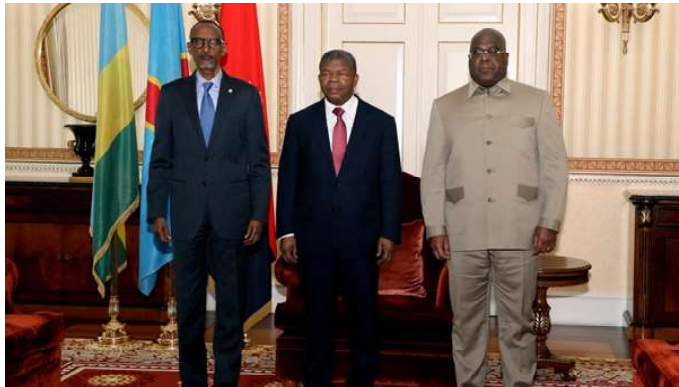
Alors que Kinshasa et Kigali étaient à couteaux tirés, les présidents congolais Félix Tshisekedi et rwandais Paul Kagame ont entamé un " processus de désescalade ". Le président angolais João Lourenço, organisateur d'un sommet tripartite à Luanda, a annoncé, mercredi 6 juillet, que les deux chefs d'État sont parvenus à un accord de cessez-le-feu. Ce qui pourrait apaiser les tensions au Nord-Kivu, frappé par les violences du conflit entre les armées congolaises et les rebelles du M23.

Les présidents Paul Kagame et Félix Tshisekedi ont décidé d'un cessez-le-feu immédiat, selon le président angolais João Lourenço. Pour se rassurer de son respect, un mécanisme d'observation ad hoc sera mis en place, dirigé par un officier angolais.

Ce dernier viendra s'ajouter au mécanisme conjoint de vérification élargi de la Conférence

internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), dont l'efficacité est questionnée par les deux parties.

Cependant, le chemin de la désescalade sera long et gra-



duel, tempère une source à la présidence congolaise, selon le correspondant de RFI, Patient Ligodi.

Il se fera surtout par le canal de la commission mixte RDC-Rwanda dans le but de restaurer la confiance entre les deux pays. Dans son ancienne configuration, ce cadre aujourd'hui en sommeil, permettait aux délégués des deux pays de discuter de plusieurs questions bilatérales, dont la sécurité, le com-

merce, ou encore la migration.

Le document n'a pas été diffusé mais, d'après la présidence congolaise, les parties ont décidé d'adopter un " processus de désescalade ". Se-

geait pas par la voix de son porte-parole Willy Ngoma.

Dans leurs discussions de mercredi 6 juin, les trois chefs d'État ont non seulement parlé du M23, mais aussi de l'exploitation des ressources minières de la RDC. Le document le précise également que " toute exploitation des ressources naturelles doit se faire dans le strict respect de la souveraineté des États ".

" Petit pas ", mais les problèmes de fond loin d'être réglés

Ces deux enjeux, retrait du M23 et ressources naturelles, ne figurent pas en revanche dans le résumé que fait de son côté Kigali. Sur Twitter, l'attachée de presse de la présidence rwandaise a mis en exergue les points clef pour le Rwanda : la défaite d'un autre mouvement rebelle, les FDLR, et ses affiliés accusés de pratiques génocidaires par Kigali et de recevoir le soutien de l'armée congolaise.

Autres éléments mis en avant par la présidence rwandaise et qui figureraient dans la feuille de route : la question du retour des réfugiés et la lutte contre le discours de haine anti-Rwandais. Mais avant de parvenir à tous ces objectifs, nul doute qu'il faudra du temps. " Cette réunion est une avancée, même à petit pas ", confie un participant.

Car les problèmes de fond sont loin d'être réglés. Kinshasa espérait que Kigali reconnaîtrait, par exemple, son soutien au M23. En tout cas, sur le terrain, les combats continuent avec, lundi encore, des affrontements entre rebelles et armée congolaise dans le Nord-Kivu.

Les autorités congolaises et rwandaises poursuivront les échanges le 12 juillet, toujours à Luanda, dont le gouvernement reste donc le médiateur de la crise. Entre-temps, Kinshasa attend toujours le retrait des combattants du M23 des positions conquises récemment, comme la cité frontalière de Bunagana.

" On espère que cette fois-ci, chaque pays, notamment le Rwanda respectera ses engagements pour une paix durable " dans la région, a affirmé Erik Nyindu, directeur de la communication au sein de la présidence congolaise.

RFI / LRP

## RDC-Rwanda : Macky Sall salue le dialogue de Luanda et appelle toutes les parties à poursuivre leurs efforts sur la voie de la paix

Le président de la République du Sénégal et président en exercice de l'Union Africaine Macky Sall, n'est pas

Cette rencontre était convoquée dans l'objectif d'approcher Kinshasa et Kigali qui sont en situation de con-



resté indifférent vis-à-vis du dialogue tripartite tenu mercredi le 06 juillet dernier à Luanda, entre les présidents Félix Tshisekedi et Paul Kagame autour de leur homologue Angolais João Lourenço.

flit, suite à la résurgence des rebelles du M23 qui sont accusés par le gouvernement congolais de bénéficier de l'appui du Rwanda.

Dans un Tweet posté la nuit de mercredi, le président en exercice de

l'Union Africaine salue les résultats jusque-là " positifs " du dialogue tenu à Luanda (Angola) entre les présidents Félix Tshisekedi et Paul Kagame sous la médiation de João Lourenço d'Angola. Il félicite et encourage la République Démocratique du Congo et le Rwanda à poursuivre leurs efforts sur la voie de la paix.

" Je salue les résultats positifs du dialogue tenu ce jour à Luanda entre les Présidents Paul Kagame et Tshisekedi, avec la médiation du Président João Lourenço. Je félicite et encourage toutes les parties à poursuivre leurs efforts sur la voie de la paix ", a-t-il écrit.

La question de la paix et la sécurité dans la partie Est de la République Démocratique du Congo était au cœur des échanges entre Félix Tshisekedi et Paul Kagame sous la médiation du chef de l'État Angolais João Lourenço à Luanda (Angola).

## RDC: avis divergents des députés nationaux à la tripartite de Luanda

Les députés nationaux de l'Union sacrée ont salué mercredi 6 juillet les conclusions de la tripartite de Luanda (Rwanda-RDC-Angola) sur les tensions armées à l'Est de la RDC. Ceux de l'opposition jugent plutôt ce sommet "sans enjeux et inutile", expliquant que le Rwanda ne respecte jamais ses engagements.

La sénatrice Francine Muyumba du FCC plaide plutôt pour le renforcement du système de défense de la RDC pour faire face à ses multiples agressions par les pays voisins :

" Je pense que nous sommes en train de tourner en rond et de perdre également le temps. Nous devons donner les moyens qu'il faut à notre armée et mettre en place des mécanismes pou-

vant contrôler l'utilisation des moyens mis à la disposition de cette armée. "

Gratien Iracan d'Ensemble pour la République, qui abonde dans le même sens,



estime notamment que la RDC devra négocier en po-

sition de force :

" Il faut que nous puissions beaucoup travailler pour renforcer nos forces de sécurité, rééquiper nos militaires et négocier en faveur

sacrée saluent quant à eux, les conclusions de cette rencontre qui, selon eux, confirment l'acceptation par le Rwanda de son soutien avéré au M23 et de son exploitation illégale des minerais de la RDC.

" Il faut se féliciter du lien qui était entre cette fausse rébellion avec l'exploitation des ressources naturelles. Il n'est pas normal que les pays qui n'ont pas le coltan, deviennent exportateurs du coltan qui est le fruit du pillage en République démocratique du Congo ", a renchéri le député du MLC Jacques Djoli.

De son côté, Jean-Baptiste Muhindo Kasweka de la plate-forme Lamuka estime que la feuille de route de Luanda est une capitulation de la RDC devant son bourreau le Rwanda.

de notre pays. "

Les députés de l'Union

RO/LRP

### Message d'au revoir de Mike Hammer: " Je pars avec le Congo dans mon cœur "

Profitant de ses derniers jours comme ambassadeur des États-Unis d'Amérique en RDC, Mike Hammer a, dans son message d'au revoir, remercié tous les Congolais pour leur hospitalité, en affirmant qu'il gardera toujours en lui les meilleurs souvenirs de

peuple merveilleux et hospitalier qui m'a honoré en me donnant un nom congolais. Nos selfies et notre engagement sur les réseaux sociaux m'ont fait sentir que j'étais le bienvenu dans toutes les parties du pays. J'ai même apprécié les échanges avec ceux qui



la population congolaise.

Après 4 ans passés comme ambassadeur à Kinshasa, celui qui se fait porter le pseudo congolais de " Nzita " a indiqué en même temps qu'il restera un ami du Congo et les États-Unis, un partenaire fiable.

" Alors que je me prépare à prendre de nouvelles fonctions, je pars avec le Congo dans mon cœur. Je conserverai toujours les souvenirs d'un

étaient en désaccord avec les États-Unis ou avec ses politiques. Nous ne serons, naturellement, pas toujours d'accord, mais quand nous échangeons. " Je pars avec le Congo dans mon cœur. Je conserverai toujours les souvenirs d'un peuple merveilleux et hospitalier ", a-t-il écrit.

En poste à Kinshasa depuis 2018, Mike Hammer a été remplacé par Lucy Tamlyn.

### Sud-Kivu : Le Gouverneur Théo Ngwabidje inspecte les travaux de réhabilitation routière sur l'axe Kazingo--Amsar

Par Bibiche Mungungu Le gouverneur de Province, Théo Ngwabidje a inspecté, mercredi 06 juillet 2022 les différents chantiers en cours de réalisation.

Le point culminant de la ronde effectuée par l'autorité provinciale était l'axe RN2 Kazingo-Amsar où les travaux vont bon train. Les travaux d'assainissement amorcé, s'exécute en trois phases essentielles sur une distance de six kilomètres. Il s'agit de la construction des caniveaux, des murs de soutènements, sans oublier la pose des dalots permettant l'écoulement des eaux.

Dans la même optique, une déviation est en train d'être aménagée au niveau de Murundu afin de ne pas bloquer la circulation. La Société Congolaise de Construction (SOCOC) est chargée de moderniser ou asphalter cette chaussée sous la supervision de l'Office des routes.

C'est le cas par ailleurs, de la modernisation du Rond-point Major Vangu dont les travaux ont été exécutés par la Société TRABEMCO. Sur ce tronçon, il

est question du traçage des bordures, après le réglage de la couche de base, suivie du test de sol en vue de la préparation de l'étape consacrée à l'asphaltage. Le Gouverneur de Province a également inspecté différents triangles en construction pour la fluidité de la circulation et la protection de cette chaussée hautement stratégique qui relie plusieurs axes routiers à la fois.

La population n'a pas caché son admiration à l'endroit du Numéro un de la Province soulignant que ce Monument Major Vangu, chargé d'histoire, avait longtemps été abandonné et transformé en marché pirate. Le rayonnement de ce rond-point est l'œuvre du gouverneur Théo Ngwabidje qui a promis de poursuivre ses itinérances pour que ces travaux prennent fin.

Avant cette ronde, le chef de l'Exécutif provincial s'est rendu à Cikera/Kasha dont le relief plaide pour l'érection d'un stade moderne de football d'une capacité de 25.000 places après étude préalable de faisabilité, mettant ainsi à profit le Partenariat Public-Privé.

## Le Premier ministre encourage la ministre du Portefeuille dans ses efforts pour assainir les finances des entreprises publiques

Le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde a encouragé la ministre d'Etat en charge du Portefeuille, Adèle Kayinda Mahina, dans ses efforts pour assainir les finances des entreprises du portefeuille en général. C'était à la clôture de la cérémonie de la IVème phase des travaux de la Commission technique mixte chargée de la réforme du mode de gestion de consommation d'eau et d'électricité des instances officielles et ayants droits (CTM), organisée mercredi 6 juin, dans les installations du ministère de Portefeuille dans la commune de la Gombe.

Tout en félicitant la ministre d'Etat Adèle Kayinda et les membres de la commission pour le travail abattu, lequel s'est fait en conformité avec la vision du Chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo celle du " peuple d'abord ", le Premier ministre a fait

savoir que ce travail contribue d'une tricité (SNEL) et de la Régie de distri-



part au bon fonctionnement des entreprises du portefeuille, plus précisément de la Société nationale d'élec-

tricité (SNEL) et de la Régie de distribution des eaux (REGIDESO) et d'autre part le progrès social particulièrement l'accès à l'eau et l'électricité pour tous.

" En ma qualité de chef de gouvernement, il m'arrive de m'interroger sur la performance attendue de ces deux entreprises face au portefeuille important des impayés nés de la consommation de l'eau et de l'électricité des instances officielles ", a dit en substance le Premier ministre, affirmant son appréciation à sa juste valeur des recommandations de la CTM.

### Déterminer les critères d'éligibilité à la prise en charge par le Trésor public

La ministre d'Etat en charge du Portefeuille, Adèle Kayinda Mahina a, dans son allocution, noté avec satisfaction l'urgence de la signature de l'arrêté interministériel devant déterminer les critères d'éligibilité à la prise en charge par le Trésor public des consommations d'eau et d'électricité avec comme spécificité la suppression pure et simple de la notion d' " ayants droit".

Parmi d'autres spécificités, Mme Adèle Kayinda a souligné le paiement par les bénéficiaires de logements à charge du Trésor public, des factures de leur consommation d'eau et élec-

tricité et la non prise en charge par le Trésor public des consommations d'eau et électricité des édifices abritant des institutions politiques, les services décentralisés, les services publics et établissements publics relevant des provinces et des entités territoriales décentralisées (ETD) ainsi que la fixation sans équivoque de la liste des bénéficiaires de la prise en charge de consommation d'eau et électricité.

" Ce programme qui est fondé essentiellement sur une approche réaliste et optimiste se décline en terme d'actions, mesures et stratégies qui ont été sélectionnées en fonction de leur impact et de leur visibilité ", a-t-elle en outre affirmé, tout en soulignant qu'elle reste convaincue qu'il s'agit bien d'une expression irréfutable de cette volonté défiant toute épreuve pour la recherche des solutions idoines aux multiples et épineuses préoccupations des entreprises du Portefeuille de l'Etat.

La ministre Adèle Kayinda a, par ailleurs, rappelé qu'après l'évaluation faite de la mise en œuvre des recommandations antérieures, malgré tous les efforts consentis dans ce sens, aucune des dix recommandations ou résolutions proposées par la commission technique mixte n'a été exécutée, notant un taux d'exécution de 0%.

" Au terme des travaux de cette 4ème phase, qui se sont déroulés aussi bien en séances plénières qu'en sous-commissions, la CTM ne peut-elle qu'espérer une mise en œuvre efficace des recommandations pertinentes formulées, contrairement au sort connu par celles issues des sessions antérieures ", a-t-elle dit.

La CTM a été créée depuis septembre 2015, à l'initiative du Premier ministre, qui instruit le ministère du Portefeuille de mettre en place un mécanisme régulier de paiement croisé des dettes et créances réciproques entre l'Etat et ces deux sociétés du portefeuille.

ACP/LRP

## Nord-Kivu : l'Office des Routes à pied d'œuvre sur trois axes routiers de maintenance d'intérêt provincial

La Direction provinciale de l'Office des routes au Nord-Kivu est actuellement à pied d'œuvre dans trois axes routiers différents d'intérêt provincial, voire national, dans le cadre de la réhabilitation des tronçons assurant la jonction des principales agglomérations dans cette partie du Nord-Kivu.

L'axe Kiwanja-Ishasha, long de soixante-trois kilomètres, subit ainsi depuis le mois de mai dernier, des travaux ininterrompus qui consistent à la réhabilitation de ce tronçon d'importance socioéconomique grâce à une équipe des techniciens dépêchés sur place, sur recommandation du gouverneur militaire de la province du Nord-Kivu.

Selon l'Ingénieur Papy Minga, directeur provincial de l'Office des routes au Nord-Kivu, dans ce premier axe

l'autorité provinciale, de l'axe Bunagana-Burayi à la suite de l'activisme du M23.

L'Office des routes y travaille également avec le financement du PR21 additionnel. " Sur les 20 km, nous avons attaqué les points chauds et le trafic y est déjà effectif ", a assuré l'Ingénieur Minga déterminé à atteindre les objectifs de départ.

Dans la partie dite Grand Nord, entre les agglomérations de Kanyabayonga et Kaseghe, précisément au PK 218, les techniciens de l'Office des routes s'affairent au rechargement de ce tronçon situé sur la RN2. Ici, des matériaux savamment sélectionnés sont utilisés pour le rechargement de la chaussée à la grande satisfaction des usagers.

" Je félicite l'Office des Routes et j'implore les bénédictions du Tout Puissant sur ses techniciens pour les actions grandioses abattues sur le tronçon Kanyabayonga-Lubero ", s'est réjoui un motard trouvé à Kaseghe. Une autre dame très satisfaite par l'exécution des travaux, a adressé ses félicitations à l'Office des Routes à qui elle demande de continuer dans cette lancée car avec des routes réhabilitées, ses produits du champ, seront évacués sans difficultés vers les grands centres d'écoulement.

Sur ce même tronçon, non loin de la cité de Lubero, le pont Bukano a été provisoirement jeté sur la rivière portant le même nom, mettant ainsi un terme à deux semaines de suspension du trafic.

ACP/LRP



où les travaux sont financés par le Fonds national d'entretien routier (Foner), " les travaux évoluent très bien ".

Dans un premier temps, les techniciens se sont attaqués à la suppression des bourbiers, et l'heure est à la finalisation car les énergies sont présentement concentrées sur les travaux d'assainissement.

Pour rappel, la route Kiwanja-Ishasha est située en zone opérationnelle, après la fermeture, sur ordre de

## Maniema : un moratoire de 10 jours accordé aux vendeuses de la viande boucanée à Kindu

Le gouverneur a.i du Maniema, Afani Idrissa Mangala, a accordé, dans un communiqué dont une copie parvenue mercredi à l'ACP, un moratoire de 10 jours aux vendeurs et vendeuses de la viande boucanée afin de vider leurs stocks dans les différents marchés de Kindu.

Pour lui, ce moratoire de 10 jours rentre dans le ca-

dre de permettre à ces derniers d'écouler le reste de quantité de la viande qu'ils disposent dans les marchés central et secondaires avant la fermeture de la chasse afin de permettre la prolifération des espèces animales dans toute l'étendue de la province du Maniema.

ACP/LRP

## Promotion des PME : le projet de création des centres de PME " Kazi " officiellement lancé avec comme siège à Kinshasa " Silikin Village "

Le programme d'appui pour le développement des micros et petites et moyennes entreprises (PADMPME), du ministère des petites et moyennes entreprises, a pro-

Kazi à Kinshasa. Outre ce siège, ce projet qui ambitionne de provoquer, via les investisseurs et promoteurs privés, la création et la multiplication des centres de PME à travers toute

ques, sociales et culturelles ".  
A propos du PADMPME

mière activité de mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement



Raymond Mendy

cédé, ce mercredi 07 juillet, au lancement officiel du projet de création des centres de PME " Kazi ". Ce projet consiste à créer et développer des véritables mini zones économiques et industrielles pour favoriser la croissance des PME en leur offrant notamment des espaces de travail sécurisés, des équipements et des services partagés, sans compter de nombreux autres avantages pouvant leur permettre de faire prospérer leurs affaires.

la RDC, cible aussi les villes de Matadi, Lubumbashi et Goma dans sa phase pilote.

Spécialisé dans le numérique, Silikin Village est un hub digital et d'innovation technologique qui a démarré en 2020 par l'initiative du groupe Texaf. Il offre une gamme variée de services aux PME qui y sont installées, à savoir des espaces de co-working, un centre d'affaires, un campus numérique et une plateforme de

Le Projet d'Appui au Développement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises, " PADMPME ", en sigle, est un programme de soutien que le gouvernement de la RDC a mis sur pied pour promouvoir des initiatives économiques des opérateurs du secteur des MPME. Il constitue la pre-

des Petites et Moyennes Entreprises adoptée en 2016. PADMPME est financé à hauteur de 100 millions de dollars américains, à travers le crédit 6287-ZR de l'Association internationale de développement (IDA), membre du Groupe de la Banque mondiale.

MCP/LRP

## " La SCTP doit plus de 3 milliards de francs congolais à la Regideso ", révèle Jean-Bosco Muaka

"L'ex-Onatra (Société commerciale des transports et ports) nous doit de l'argent. C'est un abonné comme tout autre. À ce jour, elle nous doit près de 3,8 milliards de francs congolais. Nous avons négocié avec nos amis de l'Onatra pour qu'ils nous paient un acompte de 300 millions, pratiquement moins de 10%. Ils étaient d'accord, mais malheureusement ils n'ont pas honoré leur engagement", explique, à Top Congo FM, Jean-Bosco Muaka, directeur provincial de la Regideso/Kinshasa.

"On a même rabaisé cet acompte

population est un crime contre l'humanité. Alors, nous n'allons pas accepter de ne pas desservir la population en eau potable parce qu'il y a un abonné qui ne veut pas nous payer".

Alors que tous les immeubles de la concession SCTP (ex-Onatra) sont totalement déconnectés du réseau de desserte, y compris les hôpitaux, Jean-Bosco Muaka rappelle que "nous sommes une entreprise commerciale comme eux. Si nous n'avons pas d'argent, nous n'aurons pas d'intrants et nous ne saurons pas non plus payer les agents".

Pour lui, "l'eau c'est la vie, mais pour donner de l'eau à la population, il faut des moyens. Et nous n'avons pas d'autres ressources que les recettes".

Pendant ce temps, la population dit "souffrir, pourtant, chaque mois l'entreprise retire à la source les frais de factures de la



à 200 millions. On a attendu, mais ils n'ont pas payé, raison pour laquelle la Regideso a décidé d'interrompre la fourniture d'eau".

Il reconnaît que "nous sommes tous du portefeuille, mais nous devons continuer à donner de l'eau à la population. Ne pas donner de l'eau à la

Regideso. Nous cotisons pour acheter le carburant afin d'aller chercher de l'eau ou il faut aller puiser dans des fuites des tuyaux de la Regideso. Le bidon revient à 1000 FC. On a 5 immeubles ici et tous n'ont pas d'eau".

MCP/LRP



Val Masamba. Photo Droits Tiers

Financé par la Banque mondiale et le gouvernement congolais à hauteur de 100 millions de dollars américains, le projet Kazi, en swahili " travail ", a notamment comme objectif de faire évoluer rapidement les PME. " Nous mettons tous nos efforts dans la promotion de nos PME afin de créer nos propres millionnaires ", a déclaré le directeur de cabinet du ministre des PME, Justin Magala. La " finalité de ce projet, c'est de faire de la RDC un pôle de compétitivité économique qui permet de transformer l'économie locale ", a soutenu Mr Val Masamba, CEO I&F Entrepreneuriat.

" Silikin Village ", initiative du groupe Texaf, est le premier centre destiné à accueillir le premier siège

soutien aux PME. Tout cela dans un environnement sécurisé, bien aménagé avec un accès aux infrastructures de base telle que l'eau, l'électricité, l'internet par fibre optique ainsi que des services supports de nature stratégique, administrative et juridique.

Pour le directeur général de Silikin Village, monsieur Raymond Mendy, la motivation derrière le partenariat entre son organisation et PADMPME est qu'elle entre en total " alignement avec la vision de Silikin Village d'être un catalyseur de startups et PME congolaises contribuant à étendre le tissu économique congolais, à créer de la valeur et à apporter de l'innovation auprès des communautés économi-

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**  
**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**BUREAU CENTRAL DE COORDINATION**



N° Avis : AMI N° 698/MIN-FIN/BCECO/DG/DPM/PGN/2022/SC

Source de financement : MINISTÈRE DES FINANCES

Nom du Projet : Recrutement d'un Coordonnateur de la Cellule de Suivi des Projets et Programmes (CSPP)

Date de publication : Lundi, le 04 juillet 2022

Date de clôture : Samedi, le 16 juillet 2022

**1. Contexte et Justification**

La République Démocratique du Congo, dans ses efforts et sa volonté de réformes et les actions de mobilisation des partenaires bi et multilatéraux a réussi à réaliser des avancées significatives qui se sont traduites par une augmentation des allocations ainsi que des engagements des différents bailleurs en faveur du pays, passant de 5.4 milliards USD en 2020 à environ 7 milliards USD pour les multilatéraux.

L'octroi de ces ressources à la RDC est canalisé à travers des projets et programmes dont la gestion est souvent confiée à plusieurs cellules et unités d'exécution dédiées dans le but d'accélérer la mise en œuvre des interventions. Cependant, l'état général d'exécution physique et financière des projets et programmes est loin d'être satisfaisant. Les taux de décaissement des ressources mises à la disposition du pays sont très faibles et les résultats de développement attendus des projets demeurent mitigés. Cette situation est de nature à entraîner un désintérêt des partenaires au développement de la RDC.

La Cellule de Suivi des Projets et Programmes (CSPP), mise en place par Arrêté ministériel n° 069/CAB/MIN/FINANCES/ 2011 du 05 décembre 2011, a un rôle prépondérant à jouer dans l'amélioration des performances dans l'exécution des projets et programmes mis en œuvre par les agences d'exécution à travers un suivi de proximité.

Dans ce contexte, le Gouvernement congolais à travers le Ministère des Finances compte sur la CSPP pour renforcer le cadre de suivi des projets pour l'amélioration de l'exécution physique et financière des projets et accroître ainsi la capacité d'absorption des financements des partenaires.

Dans ce cadre, le Ministère des Finances compte recruter un Coordonnateur de ladite Cellule afin d'assurer la bonne exécution de la mission de la CSPP.

A cet effet, le Bureau Central de Coordination (BCECo), pour le compte du Ministère des Finances, est chargé du recrutement du Coordonnateur sus évoqué.

**2. Profil du poste :**

Le Candidat devra à minima remplir les critères ci - dessous :

4.1 Compétences générales et compétences fonctionnelles :

\* Faire preuve d'intégrité en se conformant aux valeurs et standards éthiques internationales ; Promouvoir la vision, la mission et les objectifs stratégiques du Gouvernement de la RDC ;

\* Faire preuve de sensibilité et d'adaptation à la culture, au genre, à la religion, race, nationalité et à l'âge ;

\* Être orienté vers la proposition de solutions pragmatiques et les résultats ;

## AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

\* Capacité démontrée et expérience substantielle dans le suivi des projets et des programmes des partenaires multilatéraux, comme la Banque mondiale ;

\* Maîtrise du cycle des projets ;

\* Expérience substantielle du travail avec le secteur public, les représentants des bailleurs et de la société civile, sur des questions de politiques et de stratégies ;

\* Connaissance substantielle des questions d'efficacité de l'aide et des récents développements au niveau international, en particulier le travail de l'OCDE/CAD et les Forums de Rome et de Paris sur l'efficacité de l'aide ;

\* Fortes capacités à soutenir la formulation et la mise en œuvre de programmes de développement des capacités et fortes capacités de communication orale et écrite.

**4.2 Éducation :**

Au moins un diplôme de Master ou équivalent dans l'un des domaines ci-après : sciences sociales ou économiques, gestion de projets, administration des affaires ou relations internationales.

**4.3 Expérience et connaissances linguistiques :**

\* Au minimum quinze (15) ans d'expérience dont 10 pertinente dans les pays en développement, dans les domaines de la planification du développement, de la coordination et de la gestion de l'aide ;

\* Expérience étendue du travail avec les gouvernements et les partenaires au développement ;

\* Expérience dans la formulation et la mise en œuvre de programmes de développement des capacités pour la coordination et la gestion de l'aide ;

\* Expérience dans l'utilisation de l'informatique ;

\* Excellente maîtrise du français écrit et oral. La connaissance de l'Anglais (écrit et oral) est un atout.

**3. Dépôt des candidatures**

Le Bureau Central de Coordination (BCECo), invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Ceux-ci doivent fournir les informations indiquant leurs capacités techniques, notamment : un curriculum vitae mis à jour reprenant des références concernant l'expérience antérieure, une lettre de motivation de 2 pages au maximum.

Les candidats seront sélectionnés en accord avec les procédures définies dans la Loi relative aux marchés publics en République Démocratique du Congo.

Les candidats (individus) intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au BCECo, de lundi à vendredi de 9h00 à 16h00 (heures locales).

Les dossiers de candidature rédigés en langue française doivent parvenir uniquement par E-mail à l'adresse : dpm.cssp@bceco.cd au plus tard le samedi 16 juillet 2022 à 23h59' et porter clairement comme objet : " AMI N° 698/MIN-FIN/BCECO/DG/DPM/PGN/2022/SC - Recrutement d'un Coordonnateur de la Cellule de Suivi des Projets et Programmes (CSPP) ".

Les dossiers de candidature devront comprendre :

Un curriculum vitae (CV) à jour et concis sur support électronique (Word ou PDF) ;

Une lettre (de deux pages au maximum) démontrant la compréhension de la mission et justifiant l'expérience pertinente ou compétences pour sa réalisation ;

Copies des diplômes et attestations ;

Copie de la pièce d'identité ;

N.B : " Les candidats retenus devront passer l'interview en vue de la sélection du meilleur candidat ;

" L'ensemble des fichiers à joindre ne devra pas dépasser 8Mo ;

**Jean MABI MULUMBA**  
 Directeur Général du BCECo

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**  
**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**BUREAU CENTRAL DE COORDINATION**



N° Avis : AMI N° 699/MIN-FIN/BCECO/DG/DPM/PGN/2022/SC

Source de financement : MINISTÈRE DES FINANCES

Nom du Projet : Recrutement d'un Coordonnateur Adjoint de la Cellule de Suivi des Projets et Programmes (CSPP)

Date de publication : Lundi, le 04 juillet 2022

Date de clôture : Samedi, le 16 juillet 2022

**1. Contexte et Justification**

La République Démocratique du Congo, dans ses efforts et sa volonté de réformes et les actions de mobilisation des partenaires bi et multilatéraux a réussi à réaliser des avancées significatives qui se sont traduites par une augmentation des allocations ainsi que des engagements des différents bailleurs en faveur du pays, passant de 5.4 milliards USD en 2020 à environ 7 milliards USD pour les multilatéraux.

L'octroi de ces ressources à la RDC est canalisé à travers des projets et programmes dont la gestion est souvent confiée à plusieurs cellules et unités d'exécution dédiées dans le but d'accélérer la mise en œuvre des interventions. Cependant, l'état général d'exécution physique et financière des projets et programmes est loin d'être satisfaisant. Les taux de décaissement des ressources mises à la disposition du pays sont très faibles et les résultats de développement attendus des projets demeurent mitigés. Cette situation est de nature à entraîner un désintérêt des partenaires au développement de la RDC.

La Cellule de Suivi des Projets et Programmes (CSPP), mise en place par Arrêté ministériel n° 069/CAB/MIN/FINANCES/ 2011 du 05 décembre 2011, a un rôle prépondérant à jouer dans l'amélioration des performances dans l'exécution des projets et programmes mis en œuvre par les agences d'exécution à travers un suivi de proximité.

Dans ce contexte, le Gouvernement congolais à travers le Ministère des Finances compte sur la CSPP pour renforcer le cadre de suivi des projets pour l'amélioration de l'exécution physique et financière des projets et accroître ainsi la capacité d'absorption des financements des partenaires.

Dans ce cadre, le Ministère des Finances compte recruter un Coordonnateur Adjoint de ladite Cellule afin d'assurer la bonne exécution de la mission de la CSPP.

A cet effet, le Bureau Central de Coordination (BCECo), pour le compte du Ministère des Finances, est chargé du recrutement du Coordonnateur Adjoint sus évoqué.

**2. Profil du poste :**

Le Candidat devra à minima remplir les critères ci - dessous :

4.1 Compétences générales et compétences fonctionnelles :

\* Faire preuve d'intégrité en se conformant aux valeurs et standards éthiques internationales ; Promouvoir la vision, la mission et les objectifs stratégiques du Gouvernement de la RDC ;

\* Faire preuve de sensibilité et d'adaptation à la culture, au genre, à la religion, race, nationalité et à l'âge ;

\* Être orienté vers la proposition de solutions pragmatiques et les résultats ;

\* Capacité démontrée et expérience substantielle dans le suivi des projets et des programmes des partenaires multilatéraux, comme la Banque mondiale ;

## AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

\* Maîtrise du cycle des projets ;

\* Maîtrise du processus de passation des marchés publics ;

\* Expérience substantielle du travail avec le secteur public, les représentants des bailleurs et de la société civile, sur des questions de politiques et de stratégies ;

\* Connaissance substantielle des questions d'efficacité de l'aide et des récents développements au niveau international, en particulier le travail de l'OCDE/CAD et les Forums de Rome et de Paris sur l'efficacité de l'aide ;

\* Fortes capacités à soutenir la formulation et la mise en œuvre de programmes de développement des capacités et fortes capacités de communication orale et écrite.

**4.2 Éducation :**

Au moins un diplôme de Master ou équivalent dans l'un des domaines ci-après : sciences sociales ou économiques, gestion de projets, Administration des affaires ou relations internationales.

**4.3 Expérience et connaissances linguistiques :**

\* Au minimum quinze (15) ans d'expérience dont 10 pertinente dans les pays en développement, dans les domaines de la planification du développement, de la coordination et de la gestion de l'aide ;

\* Expérience étendue du travail avec les gouvernements et les partenaires au développement ;

\* Expérience dans la formulation et la mise en œuvre de programmes de développement des capacités pour la coordination et la gestion de l'aide ;

\* Expérience dans l'utilisation de l'informatique ;

\* Excellente maîtrise du français écrit et oral. La connaissance de l'Anglais (écrit et oral) est un atout.

**3. Dépôt des candidatures**

Le Bureau Central de Coordination (BCECo), invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Ceux-ci doivent fournir les informations indiquant leurs capacités techniques, notamment : un curriculum vitae mis à jour reprenant des références concernant l'expérience antérieure, une lettre de motivation de 2 pages au maximum.

Les candidats seront sélectionnés en accord avec les procédures définies dans la Loi relative aux marchés publics en République Démocratique du Congo.

Les candidats (individus) intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au BCECo, de lundi à vendredi de 9h00 à 16h00 (heures locales).

Les dossiers de candidature rédigés en langue française doivent parvenir uniquement par E-mail à l'adresse : dpm.cssp@bceco.cd au plus tard le Samedi 16 juillet 2022 à 23h59' et porter clairement comme objet : " AMI N° 699/MIN-FIN/BCECO/DG/DPM/PGN/2022/SC - Recrutement d'un Coordonnateur Adjoint de la Cellule de Suivi des Projets et Programmes (CSPP) ".

Les dossiers de candidature devront comprendre :

Un curriculum vitae (CV) à jour et concis sur support électronique (Word ou PDF) ;

Une lettre (de deux pages au maximum) démontrant la compréhension de la mission et justifiant l'expérience pertinente ou compétences pour sa réalisation ;

Copies des diplômes et attestations ;

Copie de la pièce d'identité ;

N.B :

\* Les candidats retenus devront passer l'interview en vue de la sélection du meilleur candidat ;

\* L'ensemble des fichiers à joindre ne devra pas dépasser 8Mo ;

**Jean MABI MULUMBA**  
 Directeur Général du BCECo

## Ituri : baisse de 80% des recettes dans le secteur minier suite à l'insécurité

La directrice provinciale de Service d'assistance et encadrement de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (SAEMAPE), Bijoux Furaha Chuma, a révélé jeudi que les recettes issues du secteur minier connaissent une baisse de 80% suite à l'activisme des groupes armés qui crée l'insécurité en Ituri, lors d'une interview accordée à l'ACP dans son bureau de travail.

D'après elle, cette baisse des recettes se justifie par le fait qu'avant les hostilités, son service a répertorié 15 coopératives minières reconnues officiellement à part celles qui travaillent dans la clandestinité, mais, à ce jour, a-t-elle déploré, seulement trois sont opérationnelles d'autant plus presque tous les sites miniers sont envahis par les groupes armés.

En conséquence, a-t-elle fait

savoir, plusieurs opérateurs du secteur minier qui payaient régulièrement leurs taxes auprès de SAEMAPE sont aujourd'hui contraints de stopper leurs ac-



Bijoux Furaha Chuma, directrice SAEMAPE/Ituri

gner pour le trésor public. Mme Bijoux Furaha Chuma a indiqué que l'espoir est permis

pour la reprise des activités de ces coopératives parce que, a-t-elle soutenu, depuis la signature de différents actes d'engagement de cessation des hostilités par les groupes armés tels que CODECO et FPIC, une accalmie s'observe sur le terrain.

Elle a estimé que si cette accalmie se maintient au moins pendant un mois, il est fort probable que les activités dans les sites miniers jadis désertés pourraient reprendre comme d'habitude dans le but de permettre à la province de l'Ituri de bénéficier de dividendes de ses minerais pour booster son développement.

Pourtant, a-t-elle souligné, les activités minières contribuent de manière significative à l'amélioration des conditions de vie sociale de la population et également à la santé économique de l'Ituri.

ACP/LRP

## Le président national de la FMM/JBB pour le développement des initiatives d'auto-prise en charge des jeunes

Le président national de la Fondation Muela-Manyi (FMM/JBB), Me Jean-Baptiste Biambamba Mbombo, a réaffirmé mercredi lors d'un entre-

tien avec la presse, l'engagement de sa structure nouvellement créée à développer des initiatives d'auto-prise en charge des jeunes en quête de premier emploi afin de lutter contre l'incoscience et la paresse.



La FMM/ JBB a également pour objectif de lutter contre l'analphabétisation des jeunes par la formation éducative, professionnelle et l'octroi des bourses d'études tant locales, nationales qu'internationales.

Cette jeune Fondation Muela-Manyi/JBB créée en mai 2022 initiée par Me Jean-Baptiste Biambamba, vise aussi à contribuer à l'éducation et à l'encadrement de la population

C'est dans cette optique que le président national de cette Fondation, Me Jean-Baptiste Biambamba avait procédé le 30 juin dernier, dans la commune de Kasa-Vubu, à la remise des outils de travail aux 1.000 jeunes loqueurs communément appelés "nettoyeurs des véhicules" en vue de contribuer à l'amélioration de leur travail et leur santé ainsi qu'à l'assainissement de l'environnement et à l'hygiène du milieu, qui est l'un des objectifs assignés par ladite FMM/ JBB.

Ces outils de travail distribués d'abord aux jeunes des communes de district de la Funa exerçant ce métier

de nettoyage des véhicules, sont composés des bottes, des jackets, gants et d'autres tenues de combinaison, a-t-il dit, précisant qu'ils sont acquis sur fonds propres de cette Fondation.

Il a, à cette même occasion, solli-

cité l'aide des personnes de bonnes volontés ou des organisations nationales et internationales pour soutenir sa Fondation dans la réalisation des projets d'auto-prise en charge et de réinsertion sociale des jeunes.

ACP/LRP

### Déclaration de perte de certificat d'enregistrement

Je soussigné Mr Papy MATEZO MBANDU déclare avoir perdu le certificat d'enregistrement volume A.202, folio 20 de la parcelle numéro 5120 du plan cadastral de la commune de Bandalungwa.

#### Cause de la perte ou de la destruction :

Incendie.

Je sollicite le remplacement de ce certificat d'enregistrement et déclare resté seul responsable des conséquences dommageables que la délivrance du nouveau certificat d'enregistrement pourrait avoir vis-à-vis des tiers.

Ainsi fait à Kinshasa, le 07/07/2022

## JISA : L'Asbl "Fière de l'être " sensibilise à travers un défilé de mode des mannequins albinos

Célébrée le 13 juin de chaque année depuis 2015, la journée internationale de sensibilisation à l'albinisme (JISA) a été célébrée par L'asbl " Fière de l'être " le dimanche 26 juin 2022 au Musée National de la République Démocratique du Congo à Kinshasa dans la commune de Lingwala.

Madame Gloire Mandefu, coordinatrice de cette organisation et toute son équipe ont fait parler d'elles à travers une des activités du jour : le défilé de mode des mannequins composés des personnes atteintes d'albinisme avec à sa tête, Henrika Ngalumulume couturière et modéliste.

Organisé sous le thème: «*Forts et Unis malgré nos différences*», l'événement avait comme objectif non seulement de valoriser la beauté de la femme porteuse d'albinisme considérée jadis comme anormale, atypique. Mais aussi de pousser le commun des mortels congolais à changer radicalement son regard vis-à-vis de des personnes sujettes.

Pour Gloire Mandefu, coordinatrice de l'association " Fière de l'être ", aujourd'hui ce n'est plus le temps de considérer les personnes atteintes d'albinisme comme des sous Hommes, comme l'incarnation du diable. Cette grande dame très respectée

dans les milieux des personnes qui lui ressemble a invité les Africains à voir ces mannequins comme des exemples afin de changer leurs mentalités à l'endroit de leur condition humaine. Et de conclure que, désormais, les hommes et femmes sans mélanine ne peuvent plus rester calmes ni cachés comme autrefois. Désormais l'heure est venue, l'heure a sonné pour déployer des efforts visant à réhabiliter leur image au sein de l'environnement social où chacun d'eux vit.

En outre, la coordinatrice de Fière de l'être a fait savoir qu'il était aussi question au cours de cette célébration de mettre en exergue l'image et

le travail fait presque dans l'anonymat par l'une de ses membres de l'association, Henrika Ngalumulume.

Pour soutenir personnellement le métier de cette dernière en tant que couturière et modéliste, j'ai décidé de me rendre toujours chez elle pour confectionner mes habits. La plupart des habits que je porte ces derniers jours, c'est en fait elle qui les coud et elle le fait à mon goût ' avait-elle déclaré à la fin du défilé avant de lui jeter des fleurs.

Ci-dessous quelques photos du défilé de mode :

**Philippe Dephill Lipo**



Gloire Mandefu, coordinatrice de l'Asbl « Fière de l'être »



Henrika Ngalumulume, couturière-modéliste



## Processus électoral: en vue d'un scrutin apaisé en 2023, la Céni échange avec quelques partis politiques

Le deuxième Vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), Didi Manara Linga, a échangé, à tour de rôle avec les délégations des partis politiques congolais entre autres l'Alliance des écologistes congolais (AECO) les Verts conduite par son président Didace Pembe Bokiaga ainsi que celle de l'Alliance des congolais progressistes (ACP) de Gentiny Ngobila Mbaka.

Les échanges ont porté sur le consensus au niveau de la classe politique pour des élections libres et apaisées. Cette démarche de la Céni est motivée par le souci d'inclusion de toutes les parties prenantes telles que les partis politiques au processus électoral en cours.

Le Secrétaire général de l'AECO les Verts, Papy Daniel Mupani Lanti,

a indiqué que leur formation politique en tant que parti républicain, a reçu



une invitation de la Céni et y a répondu favorablement.

" Il est évident que les partis poli-

tiques puissent être aux côtés de la Centrale électorale dans cette démar-

tion politique, Charles Mbutamuntu Lwanga, Secrétaire général, ainsi que Gratiem Tsakala Nkilatambu, rapporteur du Directeur national de l'ACP, ont relevé que " c'est dans le cadre de la concertation avec la Centrale électorale qui reçoit les partis politiques majeurs que nous sommes venus rencontrer les responsables de la CENI".

Estimant logique la présence de leur a la Céni, ils ont expliqué que l'ACP est opposé au glissement et ont invité la Centrale électorale à prendre toutes ses dispositions pour organiser des élections dans les délais impartis. "Nous voulons aller aux élections en 2023 et l'ACP est disposée à l'accompagner dans le cadre de la sensibilisation. Nous sommes tenus de sensibiliser nos militants à adhérer à toutes les opérations", ont-ils souligné.

che, afin que le processus électoral débouche sur des élections que tout le monde souhaite inclusives, crédibles et apaisées", a-t-il affirmé.

S'exprimant au nom de leur forma-

MCP/LRP

## La Céni lance l'opération des inventaires du matériel électoral et de leur fonctionnalité à l'entrepôt central

Par Bibiche Mungungu

Le Questeur adjoint de la Commission Électorale Nationale Indépendante (Céni), Mme Sylvie Birembano, a procédé mercredi 06 juillet 2022 au lancement de l'opération des inventaires du matériel électoral et de leur fonctionnalité, à l'entrepôt central de cette institution d'appui à la démocratie, situé près de l'aéroport international de N'Djili. C'était en présence de Mme le Secrétaire exécutif national adjoint, Marie-José Kapinga et de quelques directeurs.

Au nom du président Denis Kadima empêché, le Questeur adjoint de la Céni, a précisé que cette opération, est un travail ardu qui appelle au professionnalisme du personnel commis

L'équipe de la Céni a tenu à marquer sa présence pour rendre compte des machines qui fonctionnent et celles qui ne fonctionnent pas.

" Nous sommes très fiers du travail qui a été fait et nous avons compris que, les personnes qui sont affectées à ce travail, connaissent les composantes des kits. Parce qu'on ne peut pas contrôler quelque chose qu'on ne maîtrise pas. Ils ont maîtrisé la fonctionnalité de ces kits et ils peuvent nous dire quel matériel est fonctionnel et celui qui ne l'est pas ", a-t-elle rassuré.

Rappelons que ce travail d'inventaire se réalise déjà en province. Kinshasa, c'est le Hub des Hubs où il y a un grand travail, une grande quantité



à cette tâche. " L'observation de l'éthique et de la déontologie professionnelle sont de rigueur pour aboutir au résultat escompté ", a-t-elle déclaré.

La délégation de la Céni a été mandaté par le Président Denis Kadima, pour venir faire la supervision de l'opération des inventaires, de contrôle de matériels, contrôle qualitatif et quantitatif, cela en prévision des acquisitions de la quincaillerie électorale.

de matériels. Voilà pourquoi toutes ces équipes sont aujourd'hui ici pour ce contrôle de matériels et de leur fonctionnalité.

Cette activité a connu une séance de simulation marquée par deux étapes : la vérification physique des composantes des matériels et la fonctionnalité proprement dite desdits matériels.

## Sud-Kivu/l'Assemblée provinciale : poursuite de l'examen du projet d'édit portant statut des agents de carrière des services publics provinciaux et locaux

Le vice-président de l'Assemblée provinciale du Sud-Kivu, Norbert Bisimwa Yabe Ntaitunda a dirigé, jeudi 7 juin, pour la troisième journée consécutive de la session extraordinaire, au siège du Parlement provincial à Bukavu, la plénière consacrée à l'examen du projet d'édit portant statuts des agents de carrière des services publics provinciaux

examen a été élaboré par une commission mixte politique, administrative et juridique - droits humains, socio-culturelle et genre.

Le projet dont l'économie du texte a été présenté est subdivisé en 8 titres parmi lesquels ceux liés aux dispositions générales et à la collaboration entre la fonction publique nationale et la fonction publique provin-



et locaux de la province du Sud Kivu.

Les députés ont examiné, la veille sur fond de débats enrichissants, 44 des 139 articles que compte ce projet d'édit dont le rapport sous

ciale.

L'édit en soi fixe les règles générales applicables aux agents de carrière des services publics provinciaux et locaux, signale-t-on.

ACP/LRP

## Le ministre de l'EPST remet 500 bancs aux écoles de la Tshopo

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), Tony Mwaba a remis symboliquement 500 bancs aux écoles de la Grande Orientale, en marge du lancement dans la Tshopo de la campagne " Pas une école sans banc ".

C'était au cours d'une cérémonie organisée à l'école Athénée Royal située à la commune Makiso dans la ville de Kisangani, chef-lieu de province de la Tshopo, en présence des autorités politico-administratives et responsables de l'EPST tant nationaux que provinciaux.

Tony Mwaba a signifié que ladite campagne avec le Fonds de promotion pour l'éducation et la formation (FPEF) vise comme objectif de constater qu'un jour dans le pays qu'il n'y ait pas d'école où les élèves étudient à même le sol.

Le ministre de l'EPST a convié les autorités provinciales, les agents et cadres provinciaux de l'EPST à récupérer la campagne et s'assurer à

terme que dans aucune école qu'il n'y ait plus d'écoles où les enfants étudient à même le sol.

à distribuer des bancs dans les écoles. A travers cette campagne, nous voulons sensibiliser, conscientiser et



" Nous ne sommes pas là aujourd'hui pour distribuer et continuer

attirer l'attention des autorités provinciales et cadres provinciaux de l'EPST à récupérer cette campagne ", a pré-

cisé le patron de l'EPST.

Ça sera pour nous, a-t-il renchéri, une façon de régler des effets induits de la gratuité de l'enseignement primaire aux établissements publics.

Par la même occasion, Tony Mwaba a promis des mesures conservatoires à l'endroit des chefs d'établissement qui se livraient à la pratique tendant à saboter les efforts mis sur pied dans le cadre de la gratuité.

Après cette cérémonie, le ministre de l'EPST a visité la Mutuelle de santé des enseignants de Kisangani.

Pour sa part, le gouverneur a.i de la province de Tshopo, Maurice Abibu Sakapela a remercié le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi et le ministre de l'EPST pour cette dotation qui vise à améliorer les conditions du travail des élèves.

Maurice Abibu Sakapela a promis de s'approprier la campagne avant d'appeler les bénéficiaires à une utilisation rationnelle et responsable.

ACP/LRP

## Sud-Kivu: remise des équipements de communication à cinq médias de Bukavu

La nouvelle cheffe de bureau de la MONUSCO

former, informer et de susciter l'éveil de conscience

teurs locaux et humanitaires ainsi qu'étatiques sur la pro-

paix et de la cohésion sociale, nécessaires au développement de la province.



Le matériel remis était constitué notamment des ordinateurs multimédias, des imprimantes, des mixeurs numériques, des microphones professionnels et autres équipements de production des émissions.

Parmi les médias bénéficiaires, il y a deux stations de radio communautaires, à savoir Radio Maria et Radio Maendeleo en plus du SEDICOS (service diocésain de communication sociale), Kivu Presse et Kivu Safari.

ACP/LRP

Sud-Kivu et Maniema, Cécilia Piazza a procédé à la remise des équipements de communication à cinq médias de Bukavu, au cours d'une cérémonie organisée mercredi 05 juillet dans la salle Concordia de l'archevêché de Bukavu.

Le projet, a dit la cheffe de bureau de la Monusco, vise à permettre aux médias bénéficiaires de poursuivre leur rôle d'appui aux efforts collectifs afin de sensibiliser,

des populations, des lec-

motion de la culture de la

## Soutien des personnes vivant avec handicap du Kasai Oriental aux FARDC

La synergie des associations des personnes vivant avec handicap du Kasai Oriental a organisé mardi dernier, à travers les artères de la ville de Mbuji-Mayi, une marche de soutien partie de la place de la poste jusqu'au gouvernorat de province, pour le soutien total aux éléments des Forces armées de la RDC qui défendent l'intégrité du territoire à l'Est du pays, face aux terroristes de M23 soutenus par le Rwanda.

Ils portaient une grande banderole

sur laquelle l'on pouvait lire " Les personnes vivant avec handicap du Kasai Oriental disent non à l'agression de la RDC par le Rwanda et soutiennent les FARDC ".

Dans un mémorandum lu par le président des PVH Deutsche-Mode Kabangu et remis au directeur de cabinet du gouverneur de province, les manifestants dénoncent également ce qu'ils qualifient d'injustice sociale, l'absence au sein du gouvernement

provincial, d'un représentant de cette catégorie de personnes.

Le directeur de cabinet du gouverneur de province, Jean-Claude Kasongo Ngoy a demandé aux manifestants d'être patients en ce qui concerne leur revendication, promettant d'en faire rapport au chef de l'exécutif provincial.

ACP/LRP

## Burkina Faso: l'ancien président Blaise Compaoré est de retour à Ouagadougou

L'ancien président du Burkina Faso vit en exil à Abidjan depuis 2014. Ce jeudi 7 juillet 2022, un avion a été mis à sa disposition par les autorités ivoiriennes. Blaise Compaoré doit assister, ce vendredi, à la rencontre des anciens chefs d'État : Roch Marc Christian Kaboré, Michel Kafando, Yacouba Isaac Zida et Jean-Baptiste Ouédraogo y prendront aussi part. Ils évoqueront, selon un communiqué des autorités, " les intérêts supérieurs de la nation ".

L'avion transportant l'ancien président s'est posé en milieu d'après-midi sur la base militaire de Ouagadougou.

Son avion s'est immobilisé sur une base militaire où l'attendait un hélicoptère. C'est à bord de cet appareil d'ailleurs qu'il a été transféré à la présidence du Faso. Quelques minutes après son départ, une ambulance et plusieurs véhicules des forces armées ont quitté la base aérienne et ont pris également la direction du quartier Ouaga 2000, rapporte le correspondant de RFI à Ougadougou.

De nombreux sympathisants de l'ex-président qui avaient effectué le déplacement ont été empêchés de l'aéroport pour des questions de sécurité, selon les forces de sécurité intérieure. Cela s'est passé sans heurts. À l'aide de tee-shirts, bande-

roles et chants à l'honneur de Blaise Compaoré, ils sont venus apporter leur soutien à l'ex-président, huit ans après sa chute. " C'est un jour historique pour nous, notre président ren-

sur la crise sécuritaire et la réconciliation nationale au Burkina Faso.

Ce voyage avait été préparé au millimètre en amont entre la présidence ivoirienne et le régime de tran-

pris contact avec la Côte d'Ivoire sur le cas Compaoré. Tout s'est d'ailleurs accéléré le week-end dernier. En arrivant à Accra pour le sommet de la Cédéao, Alassane Ouattara reçoit un émissaire de Ouagadougou, le ministre d'État chargé de la Réconciliation, Yéro Boly qui l'informe de la tenue prochaine de cette fameuse rencontre des anciens chefs d'État, dans le cadre d'un processus de réconciliation.

Ensuite, de nombreux contacts ont été pris ces derniers jours. Alassane Ouattara a dépêché des émissaires dans la capitale burkinabè. Pour le président ivoirien, il fallait s'assurer que Blaise Compaoré, condamné donc à la prison à vie dans le procès Sankara en avril, ne risque rien en foulant le sol de son pays.

" C'est un acte de réconciliation nationale de grande portée, indique une source à la présidence ivoirienne. Le président Compaoré ne craint rien en rentrant. Toutes les assurances ont été données pour que sa sécurité et sa dignité soient sauves ", ajoute-t-elle.

Un retour au pays qui n'est pas définitif. Selon nos informations, il rentrera dimanche au plus tard à Abidjan.



L'ancien président burkinabè Blaise Compaoré vit en exil en Côte d'Ivoire. Ici, à Abidjan, le 10 octobre 2016. AFP - ISSOUF SANOGO

te au pays ", lance un manifestant. " Nous disons merci au président Damiba, pour ce grand geste pour que la paix revienne au pays ", crie une femme.

Quant à ses démêlés judiciaires, les partisans estiment qu'il faut penser d'abord à la paix. Blaise Compaoré participera ce vendredi à une rencontre avec d'autres anciens chefs d'État

burkinabè. Cela fait longtemps que des discussions ont lieu entre Ouagadougou et Abidjan pour envisager un retour de Blaise Compaoré dans son pays. Un retour compromis par le putsch de janvier, puis par le procès Sankara et la condamnation de Compaoré à la prison à vie.

Cela étant dit, la junte a relancé ce dossier de la réconciliation et re-

RFI/LRP

## Selon Business Africa : L'Afrique, une puissance industrielle en devenir ?

Malgré les efforts déployés par les pays au fil des ans pour s'industrialiser, la part de l'Afrique dans l'industrie manufacturière mondiale reste négligeable.

La fabrication a été présentée comme la clé pour débloquer des emplois productifs, des recettes d'exportation plus importantes et un développement durable. En 2019, le PIB industriel de l'Afrique a augmenté de 17% pour atteindre 731 milliards de dollars, la valeur ajoutée de la fabrication ayant bondi de 39%, selon la Banque africaine de développement (BAD).

L'industrialisation du continent est cependant limitée géographiquement, environ deux tiers de la fabrication à valeur ajoutée ayant lieu dans seulement cinq nations : l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Maroc, l'Algérie et le Nigeria.

Presque tous les pays africains ont fait de l'industrialisation un objectif de leurs plans de développement nationaux respectifs. Mais l'Afrique reste la région la moins industrialisée du monde.

Seule l'Afrique du Sud est classée

dans la catégorie des pays industriels - manufacturier ne se referme rapide-



lisés. Les Nations unies ont déclaré la période 2016-2025 comme la troisième décennie du développement industriel de l'Afrique. L'ONU a travaillé avec l'Union africaine, des organisations sous-régionales et des pays individuels pour soutenir le commerce et l'investissement.

Avec la pandémie de coronavirus, la récession et la guerre en Ukraine, on craint que la fenêtre d'opportunité pour l'Afrique de devenir un centre

manufacturier ne se referme rapidement.

Bernardo Calzadilla-Sarmiento, directeur général de la numérisation, de la technologie et de l'agro-industrie à l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), est l'invité de Business Africa pour évoquer ce que peuvent faire les pays et ce que les autres font pour atteindre leurs objectifs d'industrialisation.

Le Burundi mise sur l'industrie pour l'emploi et la croissance

Selon son plan de développement connu sous le nom de Vision 2025, le Burundi vise à construire une économie compétitive et diversifiée.

L'agro-transformation et l'ajout de valeur au café, au coton et aux minéraux sont des éléments clés du plan du pays pour passer à l'industrie légitime.

### Contrats de fabrication en Afrique du Sud

Le secteur manufacturier sud-africain a connu un solide premier trimestre 2022, mais les inondations qui ont frappé le cœur industriel du pays, le KwaZulu Natal, ont affecté son élan.

L'agence statistique du pays a indiqué dans son rapport de juin que la production avait chuté de 7,8 % en avril, plus de 800 usines ayant été contraintes de suspendre leurs activités.

Des pannes d'électricité ont également affecté le secteur, qui tente de se remettre de la pandémie.

## L'Afrique du Sud en panne d'électricité : comment le pays en est-il arrivé là ?

L'Afrique du Sud connaît en ce moment une crise de l'électricité brutale, qui rappelle celle de 2019. Et ce n'est pas demain que les habitants auront du courant à la maison.

Si, en France, on attend la canicule dans les prochains jours, en Afrique du Sud, c'est l'hiver austral. S'il est certes tempéré, il faut quand même allumer le chauffage et s'éclairer. Or, les coupures d'électricité se multiplient partout dans le pays, plusieurs fois par jour et, à chaque fois, durant plusieurs heures. Pour les Sud-Africains, cela rappelle le temps de l'Apartheid, où la population noire n'avait pas accès aux services de base.

La compagnie publique nationale, Eskom, a même averti qu'il fallait que les Sud-Africains se préparent à vivre au moins 100 jours de pannes électriques dans les prochains mois. Et pourtant le problème n'est pas nouveau et ne fait qu'empirer d'année en année. Il faut savoir que l'Afrique du Sud dépend à 80% du charbon pour produire son électricité. La plupart des

centrales sont vieillissantes et n'ont pas été modernisées en raison d'un manque de planification, mais aussi à cause d'une corruption endémique dans le pays qui a particulièrement



sevit sous la présidence de Jacob Zuma entre 2009 et 2018.

### Retard dans la transition énergétique

Accusée de mauvaise gestion, la

compagnie nationale est sur-endettée et se trouve aujourd'hui incapable de produire l'électricité dont le pays a besoin. En urgence, elle a mis en marche des turbines à gaz qui brû-

lent des quantités astronomiques de fuel, et dont la facture creuse encore un peu plus le déficit. Pour aggraver la situation, le secteur de l'électricité a connu récemment des grandes grèves des ouvriers, qui réclamaient des

hausse de salaires et des aides au logement. Beaucoup d'entre eux ont déserté leurs postes de travail dans les centrales.

Mais au-delà de cette situation conjoncturelle, l'Afrique du Sud est surtout très en retard dans sa transition énergétique. Elle a d'ailleurs reçu 7,7 milliards de dollars d'aide lors de la dernière COP26 à Glasgow. 10 mégawatts d'énergie éolienne et solaire auraient dû être disponibles aujourd'hui pour commencer à se substituer au charbon, conformément à un plan du gouvernement décidé en 2015. Sept ans plus tard, ces nouvelles sources d'énergie ne sont pas là et il faudra plusieurs années avant de construire ces infrastructures éco-responsables. Les autorités vont devoir aller vite : la demande en électricité pourrait tripler d'ici 2040. Autant dire que la crise de l'énergie en Afrique du Sud n'est pas finie.

MCP/LRP

## Royaume-Uni: le Premier ministre Boris Johnson annonce sa démission de la tête du Parti conservateur

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a annoncé jeudi 7 juillet sa démission du Parti conservateur mais indiqué qu'il resterait au pouvoir jusqu'à ce que soit désigné son successeur. Trois ans après son accession à Downing Street, Boris Johnson, 58 ans, s'est trouvé poussé vers la sortie par une avalanche de démissions au sein de son gouvernement après une succession de scandales.

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a annoncé jeudi sa démission et ajouté que la procédure de désignation d'un nouveau dirigeant pour le Parti conservateur était lancée. Lors d'une allocution devant le 10, Downing Street, il a précisé qu'il comptait rester en fonction jusqu'à la désignation d'un nouveau leader. Un calendrier sera annoncé la semaine prochaine, a-t-il dit. " C'est clairement la volonté du Parti conservateur qu'il y ait un nouveau leader et donc un nouveau Premier ministre ", a-t-il déclaré, se disant " triste d'abandonner le meilleur travail au monde ".

Il a été applaudi par une

trintaine de députés, a relate la correspondante de RFI à Londres, Émeline Vin. C'est rien, sachant que les Conservateurs possèdent 360 sièges à la Chambre

maine de paralysie politique complète.

Nommé en 2019, Boris Johnson a ensuite triomphé dans les urnes, mais a été affaibli par une série de

à la BBC.

Le chef de l'opposition, Keir Starmer, a estimé qu'il s'agissait d'une " bonne nouvelle " mais que " nous n'avons pas besoin d'un



Le Premier ministre britannique Boris Johnson à Downing Street à Londres, le 7 juillet 2022. REUTERS - HENRY NICHOLLS

des Communes. De la rue, on pouvait entendre les cris des manifestants qui scandaient " Bye Bye Boris ". Les Britanniques qui ont fait le déplacement évoquent leur soulagement après une se-

scandales ces derniers mois. " Boris Johnson démissionnera aujourd'hui de son poste de leader du Parti conservateur ", avait assuré dans la matinée Chris Mason, journaliste politique

changement à la tête des Tories. Nous avons besoin d'un vrai changement de gouvernement ".

RFI/LRP

## Lancement des travaux de réhabilitation de l'aire de jeux du Stade Frédéric Kibasa

Le gouverneur du Haut Katanga, Jacques Kyabula Katwe a donné, samedi 2 juin, le coup d'envoi des travaux de rénovation de l'aire de jeux du stade omnisports Frédéric Kibasa Maliba dans la commune de la Kenya à Lubumbashi.

Les travaux, exécutés par l'entre-

preneur sportif du pays, les normes exigées par la Confédération africaine de football (CAF), afin de permettre le déroulement des compétitions africaines inter clubs où sont qualifiées deux équipes du Haut Katanga, TP Mazembe et St Eloi Lupopo. La durée des travaux de remplacement de la



Vue d'une partie du stade Frédéric Kibasa Maliba. Photo Droits Tiers

prise Standard Partner sur financement du gouvernement provincial du Haut-Katanga, consistent au décapage de l'ancienne pelouse, à la construction des conduites d'eaux, la réhabilitation du système d'arrosage, le rechargement et le compactage de la surface, avant la phase ultime de la pose de la pelouse synthétique avec granulés en caoutchouc.

Par ces travaux, Jacques Kyabula Katwe cherche à donner à ce patri-

vielle pelouse est de trois mois.

Le stade Frédéric Kibasa Maliba, jadis stade Mobutu, a été inauguré en 1972, avec le premier match qui avait opposé le FC Lupopo de Lubumbashi au CS Imana de Kinshasa, lequel s'était soldé par le score de 5 (cinq) buts à 2 (deux) en faveur de Lushois. Le tout premier but dans ce stade est l'œuvre du joueur Ilunga, " alias 52 " du FC Lupopo.

ACP/LRP

## L'enclos du stade de la Concorde de Kadutu menacé par des érosions

L'enclos du stade de la Concorde de Kadutu, dans la commune du même nom, est sérieusement menacé par des érosions.

Selon un constat fait par l'ACP, ce danger est remarquable sur le côté latéral droit vers le marché central de

est surtout utilisé pour les rencontres de football, mais on y organise aussi des concerts.

Le bâtiment est aujourd'hui le lieu de la ville où se déroulent les rencontres nationales et provinciales, ainsi que de nombreuses autres manifes-



L'aire de jeu du stade de la Concorde dans la commune de Kadutu à Bukavu a été réhabilité et inauguré le 2 août 2019. Photo Droits Tiers

Bukavu, situé au quartier Nyamugo.

Deux têtes d'érosion progressent, lentement mais sûrement, vers le mur du stade, créant un déséquilibre dont la stabilisation exige d'énormes moyens financiers.

Dernièrement, une partie du mur de cette infrastructure a été touchée par une autre érosion, du côté de l'axe latéral gauche, sans faire des dégâts humains, heureusement.

Le stade de la Concorde de Kadutu, ou simplement stade de la Concorde est une enceinte sportive située dans la commune de Kadutu, à Bukavu. Il a une capacité de 16 000 places. Il

tations à caractère sportif ou culturel.

En 2016, le stade est rénové par le gouvernement à la suite de la recommandation de la Fédération internationale de football association (FIFA), car les conditions nécessaires pour y disputer des matchs n'étaient plus présentes (des SDF y vivaient et il n'y avait pas d'électricité). Malheureusement, c'est uniquement l'aire de jeu ainsi que quelques installations sanitaires étaient concernés par cette rénovation. Situé sur une pente dans le quartier Nyamugo, ce stade est menacé par des érosions.

DMK

## Echos de la CAN Féminine Maroc 2022

### \*Le Burundi battu par l'Afrique du Sud

Battue 4-2 par le Botswana, l'équipe du Burundi s'est cette fois inclinée 3-1 face à l'Afrique du Sud, dans le groupe C de la Coupe d'Afrique des nations féminine (CAN 2022), le 7 juillet à Rabat. L'attaquante Thembi Kgatlang a ouvert le score (20e). Aniella Uwimana a égalisé pour les Burundaises (30e). Puis les Banyana Banyana ont repris l'ascendant grâce à Amogelang Motau (32e) et Linda Motlhalo (54e, penalty). Les Sud-Africaines sont qualifiées pour les quarts de finale avant d'affronter le Botswana le 10 juillet, tandis que les Burundaises sont quasiment éliminées avant de défier les Nigériennes.

### \* La Zambie arrache la victoire face à la Tunisie

La Zambie, privée de son attaquante-vedette Barbra Banda, a arraché le 6 juillet à Casablanca une victoire 1-0 précieuse face à la Tunisie, trois jours après un nul 0-0 face au Cameroun, dans le groupe B de la Coupe d'Afrique des nations féminine (CAN 2022). L'attaquante Avell

Chitundu a scoré durant les arrêts de



Les Marocaines exultent après le but de Ghizlaine Chebbak (numéro 7) face aux Burkinabè, en match d'ouverture de la CAN 2022 féminine, le 5 juillet 2022. © Courtesy of CAF

jeu d'une demi-volée à bout portant (90e+2). Avec 4 points, les Copper Queens sont en bonne position pour se qualifier pour les quarts de finale de la CAN 2022, avant d'affronter le Togo le 9 juillet. Les Tunisiennes, elles, avec 3 points, tenteront de réagir face aux Camerounaises, le même jour.

### \* Le Togo a tenu le Cameroun en échec

L'équipe du Togo a tenu en échec 1-1 celle du Cameroun dans le groupe B de la Coupe d'Afrique des nations féminine (CAN 2022), le 6 juillet à Casablanca. La Togolaise Mafille Woedikou a ouvert le score à la 28e minute sur penalty, avant qu'Estelle

Johnson n'égalise (38e). Avec 2 points, les Lionnes indomptables sont 3e, devant les Eperviers Dames (1 point) et derrière les Zambiennes (1ères, 4 points) et les Tunisiennes (2es, 3 points). Le 9 juillet, le Cameroun tentera d'arracher sa qualification pour les quarts de finale face à la Tunisie tandis que le Togo essaiera d'en faire de même face au Togo.

### \* Le Maroc rejoint le Sénégal en quarts

L'équipe du Maroc s'est qualifiée pour les quarts de finale de sa Coupe d'Afrique des nations féminine (CAN 2022), le 5 juillet à Rabat, en battant l'Ouganda 3-1 dans le groupe A. Les Marocaines ont ouvert le score sur penalty par Rosella Ayane (14e). Les Ougandaises ont égalisé sur coup franc par Sumaya Komuntale (32e). Puis les Lionnes de l'Atlas ont marqué par Nesryne El Chad (68e) et avec un penalty de Ghizlane Chebak (84e). Elles imitent ainsi les Sénégalaises, leurs prochaines adversaires, déjà assurées de disputer le deuxième tour de la CAN 2022.

Une sélection de DMK

## The active and effective diplomacy of President Félix Tshisekedi produces satisfactory results in Luanda

The active and effective diplomacy of President Felix Tshisekedi has produced satisfactory results in Luanda.

This is what emerges from his participation in the tripartite meeting in Luanda, Angola, on the security situation in eastern DRC, organized under the mediation of the Angolan President, President of the International Conference on the Great Lakes Region (CIRGL), João Lourenço.

According to a source from the Presidency of the Republic, Presidents Felix Tshisekedi of DRC, João Lourenço of Angola and Paul Kagame of Rwanda made a commitment, at the end of this summit, to maintain dialogue and to initiate a process of de-escalation between Kinshasa and Kigali.

This objective, she stressed, will be achieved gradually via a so-called Luanda roadmap focused on the

revival of DRC-Rwanda joint commission.

Angola.

The Luanda roadmap notes a desire



On the back burner for several years, DRC-Rwanda Mixed Commission had no longer met.

The first meeting of this Joint Commission, a framework for permanent dialogue between the two countries, is scheduled for July 12th in Luanda,

to normalize diplomatic relations between Kinshasa and Kigali, the immediate cessation of hostilities as well as the immediate and unconditional withdrawal of M23 from

its positions in DRC.

It also provides for the return of refugees to their country of origin and it is stipulated that "any exploitation of natural resources in the region must be carried out with strict respect for the sovereignty of States".

After a three-way meeting, the source reveals, Presidents João Lourenço, Felix Tshisekedi and Paul Kagame did not sign a final release but rather spoke to the press who came to cover this meeting.

This so-called "truth" meeting brought Head of State Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo and his counterpart from Rwanda face to face, under the auspices of President Juao Lourenço and aims to restore confidence between the two neighboring countries.

ACP/LRP

## First Lady Denise Nyakeru presents diplomas to more than 100 graduates trained in sickle cell disease

The First Lady Denise Nyakeru Tshisekedi presented diplomas to the 121 laureates of the 2nd promotion of the interuniversity diploma in sickle cell disease during a ceremony organized in the promotion room of the University of Kinshasa, indicates a press release from its Foundation which reached CPA on Wednesday.

Thanks to the support of the Denise Nyakeru Tshisekedi Foundation, these laureates have followed a course offered with the participation of K.U. Leuven, the Free University of Brussels and the University Paris Est Creteil, notes the press release,

"To the happy winners, I present my sincere congratulations for having accomplished this great step which reduces the knowledge gap on sickle cell disease and which increases the number of units in the army deployed in the merciless fight against this disease", said the First Lady.

Aware of the harmful consequences of the disease on society, the press release adds, the president of FDNT called, in the presence of the Ministers in charge of Health, Scientific Research and Higher and University Education, for collective involvement to block the



specifying that this diploma is a response to the pitfalls identified in the management of sickle cell disease in the Democratic Republic of Congo, in particular and the lack of trained personnel in this area.

According to the source, the First Lady of the Republic, who was speaking on behalf of her foundation, congratulated the winners who, according to her, are now equipped in the prevention, diagnosis and care of sickle cell patients.

road to the world's first genetic disease.

Through assistance and advocacy, Denise Nyakeru Tshisekedi, through her foundation, has made the fight against sickle cell disease her priority.

In particular, in 2020, it submitted to the government a plea for the fight against sickle cell disease in DRC, it is recalled.

ACP/LRP

## Minister Didier Mazenga requests the support of Ivory Coast for the success of the IX Games of Francophonie in Kinshasa

The Minister in charge of Regional Integration and Francophonie, Didier Mazenga, has requested the support of the Ivorian government for the success of the IX Games of Francophonie scheduled for Kinshasa in July 2023, during of an exchange on Tuesday, in Abidjan, with his Ivorian counterpart of Foreign Affairs, Kandia Kamissoko Camara.

The two personalities have on the occasion, examined the various files likely to relaunch bilateral cooperation between DRC and Ivory Coast, before expressing their wishes to see the large joint commission for bilateral cooperation be relaunched, and this, for the benefit of the two brother peoples.

Minister Didier Mazenga has been staying in Ivory Coast since July 3rd at the head of a delegation, made up of the General Delegate for Francophonie, Prince Kangila Kawhela and experts as part of the search for external support to guarantee the success of this important meeting of the French-speaking world.

In accordance with its program, meetings are planned with some Ivorian authorities who played a leading role in the success of the VIII Games of Francophonie, organized in Abidjan in 2017, in particular Prime Minister Patrick Achi, Minister to the President of the Republic and Governor of the Autonomous District of Abidjan, Robert Beugre Mambe, and the Minister of State for Foreign Affairs, as well as the Ivorian Minister in charge of Francophonie.

During these various exchanges, he will, on the one hand, reiterate the wish of the Congolese government to draw inspiration from the experience of the Ivorian government which organized with satisfaction the 8th

Games of Francophonie in Abidjan and officially solicit the support and the accompaniment of this brotherly country, an influential member of the French-speaking world and, on the other hand, to take advantage of the opportunity to warm up certain diplomatic aspects above all, of bilateral cooperation between DRC and Ivory Coast, two Sister states, having historical relations.

M Beugre Mambe, at the end of his meeting on Tuesday with Minister Mazenga, called for the mobilization and involvement of all Congolese socio-professional strata, in particular artists, sportsmen, traditional and religious leaders, as well as young people, and others around the government, adding that "it will be advantageous if these Games first meet with popular support in DRC and the Congolese themselves to dispel the doubts that often haunt people's minds and transform them into hope".

### Didier Mazenga talks about the efforts made to relaunch regional cooperation

In addition, Minister Mazenga declared to his hosts that the government is working, through its ministry, to effectively relaunch regional and bilateral cooperation and to harmonize relations between all the brotherly countries of DRC, in accordance with the vision of the Head of State, Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

The continuation of the program of the Minister in charge of Regional Integration provides for the meeting, on Wednesday, with the Ivorian Minister in charge of Francophonie, it is reported.

ACP/LRP

Des révélations dans les coulisses de la tripartite de Luanda sur la main qui arme le M23

## James Kabarebe confirme l'implication ougandaise

fluence incontestable pour ob- avec le soutien de ses parrains.

**A** l'issue de la tripartite ayant mis autour d'une table la RDC, le Rwanda et l'Angola sur la question sécuritaire à l'Est du pays, chaque partie a donné son " communiqué " relatif à ce sommet. Car, n'ayant pas été sanctionné par un communiqué final officiel. La présidence de la RDC, à travers sa direction de communication, a livré sa version. Le service de presse de la présidence rwandaise a donné la sienne qui est diamétralement opposée à celle de Kinshasa. Le médiateur dans cette crise entre la RDC et le Rwanda, le président angolais a fait son point qui contredit la version rwandaise. Mais au-delà de ces contradictions, Kinshasa et Kigali s'accordent à affirmer qu'une feuille de route a été adoptée laquelle réactive la commission mixte RDC-Rwanda et dont la première réunion est prévue le 12 juillet à Luanda.

Face à cette volte-face de Paul Kagame, le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la RDC a remonté les bretelles à l'homme fort du Rwanda. Invité du Magazine " Le Débat " sur Top Congo Fm, le jeudi 7 juillet, Christophe Lutundula Apala pen'Apala a été on ne peut plus clair. " *Le Rwanda s'est engagé pour le retrait du M23 du territoire de la RDC. S'il n'y a pas eu l'acceptabilité de cette activité (le retrait des troupes du M23 soutenu par les RDF) et l'engagement des parties, on ne l'aurait pas mis dans la feuille de route. Ce serait prendre les choses à la légère et ne pas être sincère vis-à-vis de soi-même* ", a-t-il expliqué, 24 heures après la tenue du mini-sommet tripartite sur la situation sécuritaire à l'Est de la RDC convoqué mercredi 6 juillet 2022 par le président angolais João Lourenço.

Pour le patron de la diplomatie congolaise, le problème n'est pas de l'engagement des parties prenantes parce que " *l'enjeu majeur, c'est la mise en œuvre de ces engagements. Ce n'est pas la première fois. Même dans sa déclaration, le Conseil de sécurité a recommandé le dépôt des armes, retrait immédiat et c'était le même discours même au niveau du Conseil de paix de l'Union africaine* ".



Christophe Lutundula, vice-Premier ministre en charge des Affaires étrangères

Ultime réunion mardi prochain

C'est dans cette optique que les trois chefs d'État ont décidé que la commission conjointe RDC-Rwanda se réunisse mardi 12 juillet "pour examiner chaque activité, chaque objectif et la manière meilleure d'atteindre et de réaliser ces activités. Nous allons nous retrouver le mardi prochain pour aller en profondeur et donner vraiment les éléments concrets qui feront que ce qui a été décidé soit une réalité".

Au sujet de la question épineuse de la reconnaissance de la présence des troupes rwandaises sur le sol congolais par Paul Kagame, Christophe Lutundula a indiqué que "je ne pourrais pas l'affirmer parce que formellement ce n'est pas ça. Mais dès lors que le Rwanda participe à l'idée du retrait, c'est-à-dire qu'il a un rôle à jouer".

### Implication de l'Ouganda et du Rwanda

Christophe Lutundula a révélé d'ailleurs que peu avant la tripartite, "le président Museveni a appelé le chef de l'État Félix Tshisekedi pour lui dire que Paul Kagame et lui étaient en mesure d'obtenir du M23 leur retrait du territoire congolais. Et Félix Tshisekedi a rappelé à Paul Kagame qu'ils ont une magistrature d'in-

tenir le retrait du M23, nonobstant les dénégations par rapport à son soutien".

Et de poursuivre, "en réunion ministérielle, lorsque le général James Kabarebe a pris la parole, c'était pour nous dire que le général Makenga, qui est à la tête du M23 qui nous attaque, ne réside pas au Rwanda. Il réside en Ouganda. Ceux qui nous attaquent ne sont pas les M23 du Rwanda qui ont été désarmés, mais plutôt ceux de l'Ouganda qui leur donnent la logistique et les matériels".

Raison pour laquelle "on s'est demandé pourquoi ne le disent-ils pas en face de l'Ouganda. Donc, on comprend que nos deux voisins sont impliqués dans ce qui se fait dans l'Est".

Au sujet des accusations du Rwanda, selon lesquelles les FARDC collaboreraient avec les FDLR, il rassure que "nous mettons également en place un mécanisme ad-hoc pour vérifier les accusations réciproques de la RDC et du Rwanda, relativement au soutien du Rwanda au M23 et de la supposée collaboration des FARDC avec les FDLR".

### Quelle solution ?

Pour nous, " c'est évident qu'il ne peut y avoir de fin à la crise actuelle que si le M23 rentre dans les positions d'avant cette crise qu'il a provoquée

C'est ce qui nous garantit qu'une fois que chacun rentre dans sa position initiale, la crise ne va plus se répéter ", estime le chef de la diplomatie congolaise qui a également accompagné Félix Tshisekedi à Luanda.

La première garantie pour une fin définitive de la crise, selon lui, c'est de " laisser le processus de Nairobi se terminer parce que lorsqu'on se réfère au communiqué conjoint du 21 avril signé par Paul Kagame, Evariste Ndayishimiye et Yoweri Museveni, ce processus a posé la problématique des groupes armés à travers toute la région et c'est pour cela qu'il a été prévu la mise en place d'une force régionale qui devra éradiquer tous les récalcitrants ".

La deuxième garantie, " c'est nous-mêmes. Il faut que nous ayons une armée forte. Notre système de défense doit être puissant et dissuasif. Le président y travaille bien qu'étant dans une période d'instabilité. Nous avons hérité d'une armée qui n'a pas pu être renforcée dans ses capacités et ses moyens. Nous devons consacrer beaucoup de moyens à notre système de défense. Tant que nous n'aurons pas un système de défense fort, nous serons comme un corps sans immunité ".

Top Congo Fm / LRP